



Avec «L.A. Confidential», James Ellroy donne à nouveau un livre terriblement noir où fictions et réalité s'entremêlent. P. VI

LA TRIBUNE HEBDO

Arbitrairement classé X aux USA, «Henry & June», le film de Philip Kaufman montre Henry Miller vu par Anais Nin. P. LX



Ilot 13 aux Grottes. Aucun squatter n'a accepté de poser sur cette photo de Denis Ponte. «Avec les fiches, on devient méfiant.»

Destroy, BCBG ou familiaux, clean, crades, sages ou inspirés. A Genève, tous les styles sont dans le squat. Normal, le profil du squatter sans toit ni loi s'est largement modifié. Dure loi de l'offre et de la demande. Le squat c'est pour beaucoup un îlot d'amitié, et pour tous un plancher où poser matelas et couffin, puisque bébé souvent il y a.

Les squatters revendiquent un lieu de vie. Non pas une maison «livrée bonheur en main», comme le dit Stéphane, mais un espace à conquérir, des lieux où déborder. «Squatter, c'est lutter pour affirmer son identité», ajoute-t-il. «Squatter c'est aussi conjurer la solitude et l'exclusion. Mon frère, qui était à la rue, n'a jamais pu s'y résoudre. Il est trop sauvage et replié sur lui-même. Ce n'est pas une formule pour lui.»

Notre présence rassure les voisins

Pour vivre avec Perceval, Diane l'a suivi dans son squat. Le climat de confiance et de convivialité qui règne la rend enthousiaste. Plus gravement, elle ajoute: «Dans un squat, on est sûr de ne jamais mourir de faim ou de solitude». Monica, sincèrement engagée depuis longtemps dans l'aventure, insiste: «On se connaît tous, on se soutient. Même s'il y a des problèmes internes, nous refusons les solutions individuelles qui viseraient à nous séparer. On demande le minimum. Un espace à rénover serait le plus économique. On veut aussi que le bâtiment soit classé Habitation Bon Marché (HBM), car ce sont les seuls logements sociaux à rester sous contrôle permanent des loyers». Pour la maman de Siméon, réfugiée

A chacun son squat

Entrer sans frapper

dans un immeuble très propre-en-ordre (seuls quelques discrets auto-collants indiquent que nous sommes chez des hors-la-loi), l'occupation sauvage a été la seule solution.

«Originaire de Zurich, j'étais inscrite aux Beaux-Arts de Genève», explique-t-elle. «J'ai été convoquée seulement trois jours avant le début des cours. Les valises furent vite faites mais à l'arrivée, je n'avais rien où loger. Depuis deux ans je suis inscrite dans des régies, depuis deux ans, je squatte avec mon fils (il finira sûrement flic!) et avec mon ami qui est sculpteur. Nous avons de l'argent. Il a fait un héritage et parfois je travaille à mi-temps. Nous sommes plusieurs familles avec enfants ici. Notre présence a rassuré les voisins, des vieux angoissés

à l'idée de rester seuls dans un bâtiment vide. La tranquillité au prix de l'isolement, question d'option. Ils ont choisi l'inverse.»

Il est d'autant plus difficile pour des jeunes de trouver leur place qu'on leur en propose de toutes faites qui ne leur conviennent pas. A croire que les adultes ont oublié les incertitudes de la jeunesse. «Nos parents ne réfléchissent plus, ils sont trop stressés.» Quitter papa-maman pour vivre seule dans un studio, quelle déprime! Même pour Laurence, issue d'un milieu aisé. «L'amitié dépasse la notion de confort.»

On n'est pas Caritas

Cependant Gilles, de la Régie populaire précise: «On ne fait pas de prise en

charge. Les enfants gâtés, les curieux qui viennent en touristes ne vous intéressent pas. La Régie populaire est née d'une vieille idée, il y a dix ans, aux Grottes, pour aider les gens à squatter. Certains nous prennent maintenant pour une institution sociale. On n'est pas Caritas et on ne veut pas le devenir! Nous soutenons seulement les initiatives pour renforcer une occupation. A chacun de se responsabiliser. On n'est pas non plus des héros de l'occupation!»

De Fort-Barreau («Je me suis fait plein d'amis») à Jean-Jacquet («Les parents s'entraident»), du Puits-St-Pierre («Ils ont une moquette épaisse comme trois doigts!») aux Philosophes («Les canalisations étaient bouchées par le

béton»), les squatters ne savent pas de quoi demain sera fait.

Starsky et Hutch

D'un côté comme de l'autre, il n'y a pas de stratégie politique, déplore Pierre. «La Ville agit au cas pas cas, quant aux réunions de l'Intersquatt, elles sont trop informelles. Les squatters devraient se coordonner davantage». «A Genève, la tendance est plutôt au dialogue», ajoute-t-il. «Les rapports sont moins agressifs qu'à Zurich. Là-bas, je ne squatterais pas, c'est trop dur. Ici, les moments d'angoisse, c'est quand on apprend que des propriétaires paient des Français pour casser et nous chasser. Mais ce sont plutôt des rumeurs qui visent à nous inquiéter. Quant aux flics, on les connaît. Ce sont toujours les deux mêmes «Starsky et Hutch». C'est pas méchant!»

La force n'est pas nécessaire

Dans la plupart des cas, les contrats de confiance arrivent à terme. La fin de l'année risque d'être chaude. Certains squats, dont Villereuse, le Puits-St-Pierre et les Philosophes, font déjà l'objet d'une procédure civile d'évacuation. Interrogé à ce sujet, le Procureur Général Bernard Bertossa estime que la tolérance est provisoire: «S'il existe un jugement, il devra être exécuté. C'est mon rôle. Il s'agit cependant d'infractions légères et, sauf exception, la force n'est pas nécessaire. Il faudrait éviter de laisser des logements vides. Tout le monde devrait en jouir. C'est le rôle de l'Etat d'assumer cette responsabilité.»

Logements vides

Un vrai «pousse au squat»

Actuellement, on compte à Genève près de 2000 appartements sans locataires. Alors les squatters «occupent» en attendant qu'on s'occupe d'eux. Mais depuis les initiatives de Claude Haegi en 1988, rien ne leur a été proposé.

«**D**ans la situation actuelle, laisser des logements vides est une véritable provocation.» A bon entendeur, salut. Les squatters ont l'ouïe fine. Ils sont là. Par nature, ils restent évidemment difficiles à recenser. Mais leur nombre avoisinerait les cinq cent, répartis en une trentaine de lieux à Genève. Christian Ferrazino, avocat, membre de l'ASLOCA, (Association de défense des locataires) poursuit: «Un seul logement vide ce serait encore trop. Et il y en a actuellement près de 2000!» Le logement n'est pas une marchandise comme une autre. Pas étonnant dans ces conditions que la position de locataire se décline de façon peu ordinaire. Le squatter «occupe» en attendant qu'on s'occupe de lui. Plus ou moins «sauvagement». Toujours illégalement.

du conseiller administratif Claude Haegi, rien n'a été proposé aux squatters. Et Madeleine Rossi, qui lui a succédé, admet que les fameux «contrats de confiance» représentaient une solution momentanée. «Une excellente formule quand la confiance règne! Je ne refuse pas d'examiner les cas mais je dois être équitable.» Selon ses chiffres, 64 contrats de confiance furent accordés concernant environ 300 squatters. «Ce fut un joli coup d'Haegi», dit laconiquement Philippe, squatter au boulevard des Philosophes. «Mais ce n'est qu'un sursis hypocrite.» Le juriste ajoute: «Les contrats de confiance, ou plus exactement ces contrats de prêt à usage (CPU) sont des faux-fuyants pour camoufler une réalité.»

ment ouvert donc plus vulnérable. Par ailleurs, les autorités sont bien contentes de localiser les drogués qui squattent certains squats! Leur nombre est minime et l'insalubrité des lieux où ils vivent n'a d'égale que la difficulté de leur intégration dans la cité. Un point de vue qui n'engage que son auteur, Véronique, bien propre et passionnée par les enfants. Elle ajoute: «Je fais comment avec ma tête de 20 ans et mon salaire d'aide-jardinière (1100 par mois) pour avoir un appartement? Heureusement que je m'entends bien avec mes parents!»

La frontière est fragile

Il est vrai que le squatter a souvent un petit salaire. L'ASLOCA relève que parmi les 7000 demandeurs de logement inscrits à l'Office cantonal concerné, «50% d'entre eux ont des revenus égaux ou inférieurs à 50.000 francs annuels». Ces chiffres reflètent la réalité de l'ensemble des contribuables genevois puisque pour 1989, ils étaient 49,3% (sans compter les imposés à la source) à déclarer des revenus équivalents. Soit, dans le meilleur des cas, un salaire mensuel d'environ 4000 francs (18,3%) ou de 2500 francs (15%), 16% n'étant pas imposables en raison de revenus trop faibles. Compte tenu du coût de la vie et des loyers en particulier, Me Ferrazino n'est pas le seul à se dire que la frontière est fragile entre un citoyen «normal» et un cas social en puissance. Genève a beau être le canton suisse le plus favorisé en matière de logements sociaux — 15,9% du parc immobilier — la crise est endémique. A la différence des HLM et des HCM, seules les HBM restent sous contrôle permanent des loyers. Et la défense de conclure: «En réclamant ces Habitations Bon Marché, les squatters mettent le doigt sur cette crise. Ils sont révélateurs de problèmes sociaux légitimes.»

Catherine RAULY

Le squatter travaille

Pour Noël Constant, éducateur de rue, membre de Carrefour, les CPU sont un pis-aller. «Certains squatters n'ont pas respecté les accords, ils sont incapables de se responsabiliser. Cependant une société doit accepter que des choses aillent mal. On ne peut rejeter les plus fragiles. Par ailleurs, les cotisations prévues par les CPU (de 50 à 150 francs par personne, à bien plaisir) sont reversées à de plus défavorisés, notamment les sans-abris de «La Coulou» dont je m'occupe. C'est un des points positifs de ces contrats, en raison du regard qu'il porte sur ceux qui sont dans une grande détresse». Me Ferrazino regrette que les CPU n'assurent aucune protection: «Les squatters devraient avoir des droits dignes de ce nom. Le squatter aujourd'hui, n'est plus un marginal. Il travaille.»

Celui-ci rejette davantage le principe d'exclusion du système que le système en lui-même. Dans leur ensemble, ils refusent d'être associés aux petits délinquants: «Les affaires de drogue nous ont fait beaucoup de tort. Les gens mélangent tout à cause des gros titres dans la presse. Le squat est un lieu générale-

Une spéculation intolérable

«On ne squatte pas par hasard mais pratiquement toujours dans des immeubles qui font l'objet de spéculations. Ceux qui spéculent au mépris des conséquences sociales ne méritent pas d'être protégés par la loi», précise un juriste engagé dans la défense des squatters, qui désire demeurer anonyme. «Ma démarche n'est pas politique, simplement la spéculation sur le logement est intolérable. Il s'agit d'une question de fond mais la Cour de justice a décidé qu'elle n'était pas le lieu pour en débattre. Alors... Il faudrait aussi parler des banques. La hausse des taux hypothécaires qui a servi à éponger l'épargne, a plongé un nombre incroyable de petits propriétaires dans l'endettement. Ils sont devenus les locataires de leur banque. D'autres essaient de vendre, contraints et forcés.» «On compte près de 500 villas vides entre Genève et Vaud», relève pour sa part Me Ferrazino, «mais la provocation est différente.»

Des faux-fuyants

Depuis les initiatives, en octobre 88,



L'Ilot 13 aux Grottes. (Photo Denis Ponte)

L'esprit du lieu

Squatter, c'est dire non

Pour les membres de l'ACI vivre en ville représente un désir politique et culturel. Ils ne veulent pas se voir parqués à la périphérie.

«**C'**est en poète que l'homme habite sa ville, pas en usager ou en locataire.» Telle pourrait être la devise des occupants du 1-3 rue Lissignol, squatters en bonne et due forme au bénéfice d'un contrat de confiance, initiateurs inspirés de «Action civique intempestive», enfants de Tati et d'Apollinaire.

Leur urgence: le logement, bien sûr. Leurs priorités: une vie associative axée sur la culture et la sauvegarde d'une vie de quartier, d'une identité urbaine. Mot d'ordre: convivialité! La spirale économique et la course à la consommation ne sont pas vraiment leur tasse de thé. Ce qui ne les empêche pas d'être lucides, «le logement cellulaire pousse à un repli sur soi et à un rejet du partage», et pratiques. Par nécessité, ils manient autant les chiffres que la truelle et le marteau.

«En vivant ici on lutte»

L'ACI regroupe une trentaine de personnes, pour la plupart en formation ou détenteurs d'un certificat de capacité. Dans l'ensemble, ils assurent leur existence par des petits boulots alimentaires, donc mini-budget en poche. «Vivre en ville est un désir politique et culturel», explique Philippe. «Nous ne voulons pas être parqués dans la périphérie, nous refusons qu'un tiers du salaire passe dans le loyer. Il y a un écart entre ce qui se passe et ce qu'on pense. En vivant ici, on lutte. Squatter c'est dire non», précise-t-il tout en débarassant la table du déjeuner.

L'Association est née en décembre 88 de la volonté de trouver une solution au problème du logement à bon marché par la voie «diplomatique». Finies les positions ultra-radicales! Un dialogue a pu alors s'engager avec la Ville, après une occupation dure, «l'occupation RHINO» (24, bd des Philosophes, 12-14, bd de la Tour) en novembre 88. Une partie des squatters, ceux de la future ACI, acceptaient de quitter les lieux et de patienter le temps d'un contrat de prêt à usage (CPU). En retour la Ville, par l'intermédiaire de Claude Haegi, les reloga au 1-3, rue Lissignol et s'engagea à poursui-

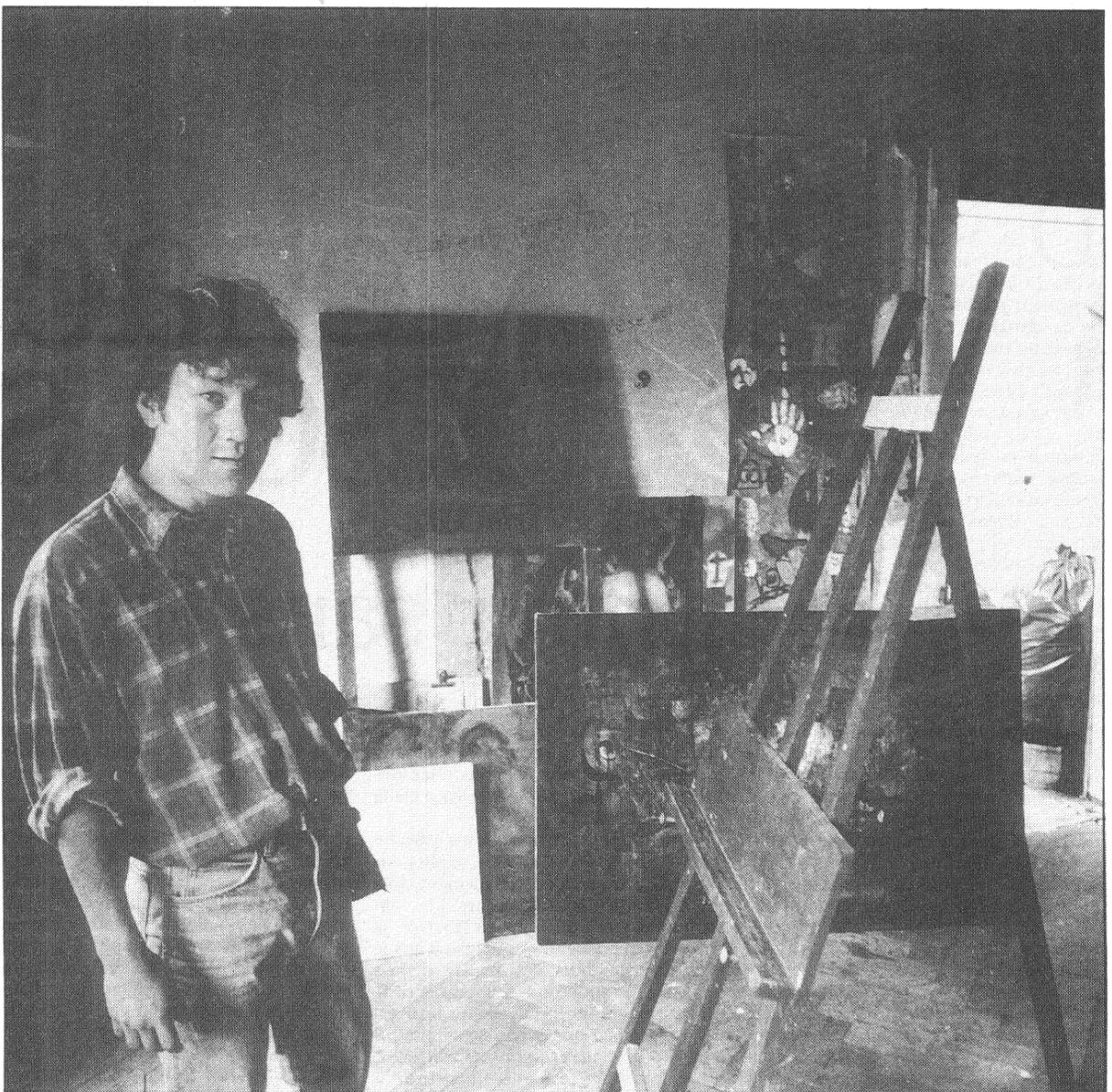
vre les discussions pour trouver une solution stable et durable à échéance du CPU. Rendu impropre à l'habitat, l'immeuble prêté a dû être retapé. «Il faut dire que dans certains cas, la Ville, comme d'autres propriétaires, opère de véritables massacres à la tronçonneuse pour nous empêcher d'occuper. Comme on occupe quand même, on répare les dégâts grâce aux subventions qu'elle nous octroie par la suite. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué!»

Comblés les combles

«Nous sommes dans l'attente d'un bail associatif. Nous voudrions avoir l'assurance que ce lieu garde son esprit par rapport à lui-même et au quartier. Le CPU ne nous donne aucun droit légal sauf celui de partir quand il le faudra mais il est évident que nous aimerions rester ici. Des projets de rénovations lourdes ont été déposés au DTP mais pour aucun d'eux, les habitants du quartier n'ont été consultés. L'ACI, elle, propose des rénovations légères qui correspondent à la bonne santé du bâtiment. Estimation: un demi million de francs.»

L'immeuble se compose de quatre étages habitables et habités. Trois arcades appartiennent à des entreprises privées, la quatrième est un lieu ouvert à tous, pivot d'expositions, de propositions et de critiques. Comblés les squatters. Les caves et les combles sont utilisés comme ateliers et entrepôts: arts plastiques, arts figuratifs, labo-photo, locaux de répétition, musique et théâtre. Un homme de loi, chic et travailleur l'affirme: «Il y a des gens géniaux parmi les squatters». Il n'hésite d'ailleurs pas à se constituer une collection de tableaux...

Pour les membres de l'ACI, «l'occupation actuelle du bâtiment répond à des préoccupations de logement, de convivialité, d'expressions artistiques ou de besoins économiques, ce qui lui confère son charme». Tous comprennent les défauts de la précarité par la chaleur et la dynamique des relations humaines. Ils ont apprivoisé l'espace qui n'était pas que de pierres. Sauront-ils faire plus?



C. R. Au squat du Pré-Naville. (Photo Denis Ponte)